



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Francis Delpérée, *Conseiller communal-Président* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre* ;
Serge de Patoul, Damien De Keyser, Pascal Lefèvre, Christophe De Beukelaer, Dominique Harmel,
Caroline Lhoir, Helmut De Vos, *Échevins* ;
Willem Draps, Jean-Claude Laes, Béatrice de Spirlet, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel,
Christine Sallé, Priscilla de Bergeyck, Joëlle Raskin, Michel Vandercam, Alexia Bertrand, Alexandre
Pirson, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vaincel, Marina Vamvakas,
Sophie Liégeois, Claire Renson-Tihon, Odile Callebaut, *Conseillers communaux* ;
Anne-Marie Claeys-Matthys, *Présidente du C.P.A.S* ;
Georges Mathot, *Secrétaire communal*.

Excusés

Caroline Persoons, *Échevin* ;
Claude Carels, Carla Dejonghe, Françoise de Callatay-Herbiet, Georges Dallemagne, *Conseillers
communaux*.

Séance du 20.12.16

**#Objet : CC - Règlement-redevance relatif aux marchés - Modification - Prorogation - Fixation du tarif
pour les marchés des mardi, vendredi et samedi dans le cadre des travaux de réaménagement de
l'espace public dans le quartier de Stockel#**

Séance publique

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif aux marchés, voté par le Conseil communal en séance du 22.09.2015,
devenu obligatoire en date du 28.09.2015, applicable pour la période du 01.10.2015 au 31.12.2016 ;

Vu le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public, voté par le
Conseil communal en séance du 17.09.2013, devenu obligatoire en date du 23.09.2013, applicable à partir
du 23.09.2013 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article
117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Vu le courrier du 22.12.2015 par lequel la Commune a notifié à l'ensemble des abonnés du marché de
Stockel leur préavis, lequel a pris cours le 01.01.2016 pour se terminer de plein droit le 31.12.2016 ;

Considérant les travaux de réaménagement de l'espace public qui doivent avoir lieu dans le quartier de
Stockel au cours de l'année 2017 ; que lesdits travaux vont occasionner des perturbations importantes pour
les marchés des mardi, vendredi et samedi dans la mesure où lesdits marchés vont devoir être déplacés aux
alentours de la place Dumon pour la durée des travaux ; qu'il convient dès lors d'octroyer aux marchands
ambulants un tarif réduit pour l'occupation d'un emplacement sur les marchés déplacés précités ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la Commune doit percevoir des recettes pour assurer ses dépenses ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

1. de modifier et de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux marchés :

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2019, une redevance communale sur l'occupation d'un emplacement sur les marchés publics en plein air.

Article 2.-

Le tarif journalier de la redevance est fixé comme suit :

- pour les marchés des mardi, mercredi et vendredi :
3,50 EUR par mètre courant avec un minimum de 7,00 EUR ;
- pour les marchés du samedi :
5,00 EUR par mètre courant avec un minimum de 10,00 EUR ;
- pour les marchés du jeudi :
1,50 EUR par mètre courant avec un minimum de 3,00 EUR auxquels s'ajoutent les droits d'électricité.

La profondeur des échoppes ou des étals est limitée à 3,00 mètres.

Article 3.-

Les marchands des marchés du mardi, mercredi, vendredi et samedi faisant usage des infrastructures communales relatives à l'électricité s'acquitteront de la redevance forfaitaire suivante :

- pour les petits consommateurs (éclairage, balance, ...) :
2,00 EUR par jour par marché ;
- pour les gros consommateurs (comptoir frigorifique, réfrigérateur, rôtissoire, ...) :
4,00 EUR par jour par marché.

Article 4.-

En cas de paiement anticipé pour une période d'un trimestre, le tarif journalier de la redevance est fixé comme suit :

- pour les marchés des mardi, mercredi et vendredi :
2,50 EUR par mètre courant pour les 15 premiers mètres ;
1,50 EUR par mètre courant supplémentaire.
- pour les marchés du samedi :
3,50 EUR par mètre courant pour les 15 premiers mètres ;
2,50 EUR par mètre courant supplémentaire.

L'abonnement trimestriel est calculé sur base de 12 semaines.

Article 5.-

Toute fraction de mètre est comptée pour une unité.

Article 6.-

Les marchands bénéficiant d'un abonnement trimestriel et faisant usage des infrastructures communales relatives à l'électricité s'acquitteront de la redevance forfaitaire suivante :

- pour les petits consommateurs (éclairage, balance, ...) :
24,00 EUR par trimestre par marché ;
- pour les gros consommateurs (comptoir frigorifique, réfrigérateur, rôtissoire, ...) :

48,00 EUR par trimestre par marché.

Article 7.-

La redevance est due par les marchands qui ont obtenu l'autorisation de s'installer sur les marchés publics en plein air.

Article 8.-

Les marchands sont tenus de respecter la réglementation de police en matière d'organisation des marchés.

Article 9.-

Les occupants doivent en tout temps pouvoir fournir l'autorisation d'occuper un emplacement sur le marché ainsi que la preuve du paiement dudit emplacement.

Article 10.-

Tout participant qui, exceptionnellement, occupe une surface supérieure à celle pour laquelle il a obtenu une autorisation, voit le montant de la redevance majoré du droit calculé au tarif journalier par mètre courant supplémentaire. Il est tenu de payer ce supplément immédiatement.

Article 11.-

La redevance journalière est payable entre les mains du placier.

L'abonnement trimestriel est payable par virement bancaire, dans les 15 jours de la date d'envoi de la facture et au moins 8 jours avant le début du trimestre pour lequel le paiement est effectué.

Recouvrement amiable

Article 12.-

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un premier rappel sans frais est envoyé au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs d'un montant de 10,00 EUR sont réclamés au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 13.-

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais d'un montant de 15,00 EUR sont à sa charge.

Réclamation amiable

Article 14.-

La réclamation doit être adressée :

- soit par courrier postal au service Taxes, avenue Charles Thielemans 93 à 1150 Bruxelles.
Elle doit être signée et motivée par le redevable ou son représentant ;
- soit par courrier électronique à l'aide obligatoirement du formulaire, dûment complété et signé, disponible sur le site internet de la Commune (www.woluwe1150.be) sous la rubrique "Redevance - Réclamation".

La réclamation doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.

Article 15.-

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.

En cas de rejet de la réclamation et dès le lendemain de la date d'envoi de la décision, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine.

Article 16.-

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont

suspendues.

Recouvrement forcé

Article 17.-

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Recours contre la procédure de recouvrement forcé (contrainte)

Article 18.-

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Compétences des juridictions

Article 19.-

Toute contestation à naître de l'application du présent règlement-redevance relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Toute contestation à naître suite à la signification de la contrainte non-fiscale par un huissier de justice relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

2. de fixer, à titre transitoire, dans le cadre des travaux de réaménagement de l'espace public dans le quartier de Stockel, pour les marchés des mardi, vendredi et samedi, le tarif journalier de la redevance comme suit :
 - pour la période du 01.01.2017 au début du marché déplacé suite aux travaux précités :
 - pour les marchés des mardi et vendredi : 2,50 EUR par mètre courant ;
 - pour les marchés du samedi : 3,50 EUR par mètre courant ;
 - pour toute la durée du marché déplacé suite aux travaux précités :
 - pour les marchés des mardi et vendredi : 1,25 EUR par mètre courant ;
 - pour les marchés du samedi : 1,75 EUR par mètre courant.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Georges Mathot

Le Président,
(s) Francis Delpérée

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 23 décembre 2016

Le Secrétaire communal,

Georges Mathot

Pour le Bourgmestre :
L'Echevin délégué,

Dominique Harmel